
Communiqué du comité départemental fédéral de la FSU 66
réuni le 6 novembre 2017

La FSU 66 avait déjà réagi au lendemain des violences policières qui ont été constatées lors du référendum du 1er octobre. En dehors de toute prise de position concernant l'indépendance de la Catalogne, la FSU 66 ne peut que condamner avec force la décision prise par le gouvernement espagnol de radicaliser le conflit. Les détentions provisoires de dirigeants d'associations et maintenant de personnels politiques élus démocratiquement sont inacceptables.

Peut-on concevoir, qu'à notre porte, des personnes soient incarcérées pour des délits d'opinion ? Nos gouvernants pourront-ils longtemps rester silencieux devant l'existence de prisonniers politiques dans un pays membre de la communauté Européenne ? Comment légitimer des élections lorsque plusieurs responsables politiques de premier plan sont empêchés de participer à la campagne électorale ?

Par ailleurs, la FSU 66 apporte son soutien aux nombreux fonctionnaires de Catalogne Sud qui sont aujourd'hui menacés de perdre leur emploi et de subir des sanctions administratives et judiciaires pour la défense d'une idée, celle de libre auto-détermination des peuples.

La FSU 66 s'insurge contre la surenchère autoritaire et liberticide du gouvernement Rajoy qui ne peut qu'accentuer les antagonismes et éloigner le dialogue, indispensable au règlement du conflit.